



« Il n'y a pas et il n'y aura pas de projet de cité éducative à Vitry sur Seine. »

Nos organisations syndicales SNUDI-FO, SNUipp-FSU et SUD éducation ont été reçues en audience par la mairie de Vitry-sur-Seine ce mardi 2 avril à 17h. Elles ont porté l'exigence d'abandon du projet de cités éducatives conformément au mandat fixé par la motion intersyndicale SNUDI-FO, SNUipp-FSU, SUD éducation, SNES-FSU, SNFOLC, CGT éducation, signée par près de 300 enseignants de la ville.

Mme Ougier, adjointe à l'éducation de Vitry sur Seine a alors expliqué qu'en l'état actuel, il n'y avait pas de projet de cité éducative sur la ville. Une prise d'informations concernant ce dispositif venait tout juste de commencer, l'audience permettant notamment de recueillir le point de vue des enseignants de la ville.

Les représentants du maire ont confirmé que le Maire avait rencontré le préfet à l'égalité des chances lors de la nouvelle carte des QPV sur Vitry sur Seine. Lors de cet échange, le préfet avait présenté à la mairie de Vitry, l'intérêt des cités éducatives dans le cadre des QPV et des financements de l'Etat pour la ville de ces dispositifs.

Nos organisations syndicales ont alors rappelé les raisons de leur opposition à la mise en place des cités éducatives, outil qui s'inscrit dans la remise en cause de l'éducation prioritaire et du caractère national de l'École publique.

Contrairement à l'éducation prioritaire, la cité éducative ne donne pas de moyen pérenne mais étend la logique de contractualisation, moyens contre projets, en mettant en concurrence les écoles d'un même territoire, dans la lignée des CLA.

Pour nos organisations syndicales, la promotion des cités éducatives par le préfet dans le cadre des QPV met en lumière la volonté de remettre en cause l'éducation prioritaire et la tentative de généraliser l'expérimentation marseillaise annoncée par le président Macron.

A l'issue de l'audience et des différents échanges, Madame Ougier a confirmé qu'il n'y a pas de projet et qu'il n'y aura pas de projet de cité éducative à Vitry sur Seine.

Nos organisations syndicales prennent acte de cet engagement et resteront vigilantes.